

Mises en garde contre la décision de Bolsonaro d'annuler les élections au Brésil



La Havane, 14 déc. (RHC)- Le leader d'extrême-droite vaincu, Jair Bolsonaro, tenterait aujourd'hui un dernier geste pour essayer d'annuler la victoire dans les urnes du président élu, Luiz Inacio Lula da Silva.

Selon le chroniqueur Paulo Cappelli, du portail Métropoles, sollicité par ses partisans, Bolsonaro fait pression sur Valdemar Costa Neto, chef du Parti libéral (PL), "pour une nouvelle action qui vise à chauffer les rues".

En tant que porte-drapeau du Parti Libéral cherchant à se faire réélire, l'ancien officier militaire a perdu au second tour du scrutin du 30 octobre face à Lula, le candidat du Parti des travailleurs. Toujours selon Paulo Capelli, l'ancien capitaine de l'armée, silencieux, "a commencé à élaborer de nouvelles stratégies pour empêcher l'investiture de Lula", le 1er janvier.

Aujourd'hui, selon le journaliste, le chef de l'État fait pression sur Costa Neto pour qu'il dépose une plainte auprès des tribunaux afin d'exiger de nouvelles élections, en invoquant la fraude. "Plus que toute efficacité juridique, cette mesure vise à enflammer la rue et à démontrer la volonté d'attaquer", souligne le texte.

La plainte que Bolsonaro veut que le Parti Libéral présente aurait recours à l'article 14 de la Constitution fédérale, qui traite de la "souveraineté populaire" et du "suffrage universel".

Et elle citerait le paragraphe 10, qui stipule : "Le mandat électif peut être contesté devant le juge électoral dans un délai de 15 jours à compter de la remise du diplôme (certifiant la victoire électorale dans le TSE), dès lors que l'action a été instruite avec des preuves d'abus de pouvoir économique, de corruption ou de fraude".

Malgré la coercition, Costa Neto hésite à mettre en pratique ce que veut l'ancien parachutiste, affirme le chroniqueur, et "tente de dissuader Bolsonaro de l'idée de mener à bien tout mouvement de rupture institutionnelle et cherche à le convaincre de se présenter aux élections de 2026".

Le leader du PL estime qu'il a été suffisamment exposé lorsqu'il a déposé un recours, basé sur un audit contracté par l'organisation politique elle-même, mettant en cause les urnes électroniques.

En conséquence, le parti a été condamné par le TSE à payer une amende d'un million de dollars, car il a été considéré comme une opération de mauvaise foi.

Les membres de la base bolsonariste au Congrès affirment que le président semble n'avoir "aucune direction" et ne communique pas clairement ce qu'il a l'intention de faire depuis son échec dans les urnes.

Paul Capelli affirme que le législateur Flavio Bolsonaro, fils du président, a déclaré à sa chronique qu'un "coup d'État militaire n'a jamais été envisagé".

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/307922-mises-en-garde-contre-la-decision-de-bolsonaro-dannuler-les-elections-au-bresil>



Radio Habana Cuba